

Sommaire

Claude CHEYSSON répond aux questions de Robert DUGUET, pages 5 et 6.

Brèves, par Michel GALIN, page 2.

Réduction du temps de travail et 35 heures, par J.C.LOEW, page 2 et 10.

Un Comité Halte à l'OTAN en Essonne, présentation Robert DUGUET, pages 3 et 4

Michel BRETAGNOL à Amaury COUDERC, page 7.

Continuons la discussion sur la guerre, par Bernard FISCHER, page 7 et 8.

En forme d'Appel... après les Européennes, par Amaury COUDERC, page 9

RASSEMBLER

À

GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR
"RASSEMBLER A GAUCHE"

Dispensé de timbrage

R.A.G

LE CLOS BOISSY-S-T-YON 91790

CPPAP 11077 - ROUTAGE 206

Comité de Rédaction

David Bodet, militant LCR
Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
Anne-Marie Cartolaro, militante Ras l'front
Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
Françoise Deson
Jean Deson, militant des Verts
Michelle Dospital, militante associative
Robert Duguet, militant socialiste progressiste
Emile Fabrol, militant PCF (gauche communiste)
Bernard Fischer, militant associatif
Michel Galin, militant syndical
Gérard Grandamme
Serge Guichard, militant du PCF
Vincent Huet, militant de la LCR
Roland Mérieux, militant Alternatif
Gérard Morlier, militant associatif
Philippe Nekrouf, militant socialiste progressiste
Jean Sanchez, militant AREV

N° 103 juin 1999

7^e année de parution

Commission paritaire des
Publications et Agences de Presse numéro 11077

Directeur de publication : Jacques Adrien
militant socialiste progressiste

RAG : Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 01.64.91.32.75

RAG sur le WEB: taper directement
perso.club-internet/rduguet/index.html

Y aura-t-il encore une social-démocratie en Europe ?

Le manifeste de Tony BLAIR et Gerhard SCHRODER "Europe: la troisième voie, le nouveau centre" ne doit pas être pris à la légère. Certes il ne fait que théoriser une pratique politique mise en œuvre en grande Bretagne et en Allemagne, mais aussi en France par Lionel Jospin. Cependant, ce texte semble faire de telles concessions au libéralisme, qu'il abolit les frontières traditionnelles entre la gauche et la droite. Nous avons l'habitude des discours de gauche pendant les congrès et les campagnes électorales qui déchantaient ensuite. Avec les louanges de la flexibilité, de l'initiative individuelle, la social démocratie européenne va disputer la clientèle électorale des libéraux et des chrétiens démocrates. Elle se rapproche ainsi de plus en plus du parti démocrate des USA et augmente encore la crise de la représentation politique. Une lecture attentive de ce manifeste s'impose, car il aura des conséquences importantes. Quelle représentation politique des salariés sur notre continent ? Blair et Schroder ont le mérite d'obliger à aborder cette question avec plus de sérieux encore.

Européennes ... Résultats électoraux

Ce qui frappe d'abord c'est l'abstention massive, plus élevée dans les quartiers populaires (60%) qu'ailleurs. La crise de la droite n'a jamais été aussi profonde. La piètre prestation de la liste du parti du président rappelle celle de la liste Rocard en

94, sauf que cette dernière avait été torpillée par Mitterrand par B. Tapie interposé. La droite n'a ni une orientation ni un chef capable de la rassembler. Et comme la politique gouvernementale n'effraie pas, pour le moins, le patronat je vois mal comment la droite parlementaire pourra se sortir de cette nasse rapidement.

Le PS arrive certes largement en tête, mais hormis l'épisode de 1994, jamais une liste socialiste n'avait fait un si faible score à une élection européenne. En tenant compte du nombre d'abstentionnistes il est largement exagéré d'en déduire un enthousiasme dans le pays pour la politique de Jospin.

Les Verts enregistrent un succès. Servis pas une bonne couverture médiatique, le scandale des poulets belges a alimenté les votes en leur faveur. Les positions bellicistes de D. Cohn-Bendit ne les ont pas desservis.

Robert Hue enregistre un échec. Sa stratégie d'ouverture a été ambiguë : sympathique vers des militants du mouvement social, mais étonnante vers des personnalités assumant les choix de l'Europe de Maastricht. Bien plus que la "mutation", c'est le manque de lisibilité (la construction européenne, Kosovo, politique gouvernementale) qui est sanctionnée.

La liste Laguiller Krivine dépasse les 5% comme prévu mais guère plus. Illustrant une façon traditionnelle de faire de la politique par des accords bouclés entre formations politiques, elle en connaît aussi les limites.

La crise de la représentation politique perdure plus que jamais. La nécessité d'une force nouvelle à gauche demeure une nécessité et un objectif. Rassembler à gauche doit continuer à y contribuer.

Un patron de choc

Consigne est donnée par le ministre Claude Allègre : toute journée de grève doit être décomptée du salaire. Peu importe que des enseignants se mettent en grève pour répondre à des situations de violence inacceptables, pour faire corriger des erreurs de l'administration ou obtenir le départ d'un chef d'établissement violent et raciste. L'ordre vient du ministère et aucune négociation n'est possible avec les administrations départementales et académiques. Contester, y compris quand l'administration se trompe est inacceptable pour ce ministre, paraît-il de "gauche".

RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL De "l'esprit de la loi"...

par Jean-Claude Loew, responsable FO.

Des organisations syndicales revendiquent l'aménagement et la réduction du temps de travail "dans l'esprit de la loi Aubry" Qu'est-ce donc que "l'esprit de la loi Aubry" ? En 1936, il a suffi d'une phrase inscrite dans le Code du Travail pour que la durée du travail soit de 40 heures. La loi Aubry, c'est 14 articles, de multiples décrets, des centaines de pages de circulaires ministérielles.

S'il s'agissait seulement de ramener l'horaire de travail légal de 39 à 35 heures, il n'y aurait nul besoin de faire si long...

(Suite page 10)

Dossier

Guerre des BALKANS

Rappel de Robert DUGUET à propos de la discussion sur la guerre développée dans ces colonnes...

Dans la guerre d'agression lancée en 1935 par l'Italie de Mussolini contre l'Ethiopie du Négus Haïlé Sélassié, un certain Léon Trotsky, polémiquant contre ses propres amis, défendait que les marxistes devaient défendre le régime médiéval d'Ethiopie contre l'Italie impérialiste, tout en condamnant les sanctions prises par les autres impérialismes. Il fallait, de même, se situer aux côtés d'un Brésil, ayant un gouvernement quasi-fasciste contre l'impérialisme "démocratique" de la Grande Bretagne.

Une partie de la gauche radicale française semble être prise dans les mêmes angoisses que les amis d'alors de Léon Trotsky. Certains renvoient dos à dos Milosevic et l'OTAN. Moyennant quoi, on ne peut pas dire que nous soyons impressionnés par la mobilisation française contre la guerre. Certains, dont le camarade Fischer dans notre comité de rédaction, trouvent des vertus démocratiques à l'intervention américaine. Car qui ne condamne pas, exonère... Je veux bien recevoir des leçons, (voir article de Bernard Fischer dans ce numéro), encore faut-il que celui qui m'en donne prenne position sur l'essentiel : condamnation de l'intervention américaine et aujourd'hui retrait des forces de l'OTAN de cette région, en particulier les troupes françaises...

Une initiative essonnienne contre la sale guerre impérialiste !

Par Robert DUGUET.

Le courant "Coordination Communiste" de l'Essonne, dont le principal animateur est Henri Alleg, a tenu le 28 mai une réunion sur la guerre dans les Balkans. Cette dernière était introduite par une conférence d'Annie Lacroix, universitaire de culture communiste, auteur d'un livre "Le Vatican, le Reich et Europe". Spécialiste de l'histoire des Balkans, l'auteur a fait un exposé très convaincant sur le rôle joué par la diplomatie du Vatican et l'Eglise catholique dans cette région du monde durant la seconde guerre mondiale en soutien à la politique de Hitler. La discussion a naturellement porté sur l'actuel conflit et sur l'absolue nécessité de caractériser cette guerre comme une agression impérialiste allant à l'encontre des intérêts vitaux des peuples de cette région. La question qui est posée est celle d'une opposition en France à l'intervention de l'OTAN et au soutien servile du gouvernement de la gauche plurielle à la politique américaine. A l'issue de la réunion la motion suivante a été envoyée aux élus de la gauche plurielle:

"Réunis ce soir à la Bourse du Travail de Massy, nous vous faisons savoir :

- *que nous refusons absolument de nous laisser entraîner dans une guerre au sol en Yougoslavie pour accompagner jusqu'au bout des intérêts invouables, notamment ceux des Etats Unis.*
- *que nous demandons l'arrêt immédiat des bombardements, le retrait des troupes françaises des Balkans, une solution négociée prenant en compte les droits des différentes nationalités.*
- *que nous voulons voir consacrer ces milliards détournés pour la guerre à des œuvres de vie, de bien être et de paix.*

Nous pensons d'autre part qu'il est temps, qu'il est urgent d'appeler, en France - comme cela s'est fait dans d'autres pays - à une grande manifestation contre cette guerre impérialiste."

Le 14 juin ce groupe de militants d'origine communiste, a tenu une nouvelle réunion aux fins de constituer un Comité Halte à l'OTAN. Il ressort de la discussion que nous nous installons durablement dans une logique de guerre, que les contradictions entre impérialismes commencent à apparaître, que pour les Etats Unis rester dans cette région signifie avoir un pied sur la route des richesses, notamment en pétrole, des pays situés au sud de la Russie, à proximité du Danube. Bref que les véritables objectifs de cette guerre se dessinent. La discussion devra avancer et se décanter à gauche sur cette question. C'est bien par rapport à la stratégie de l'OTAN qu'il faudra clairement se situer et développer un rassemblement pluraliste anti-guerre.

Guerre des BALKANS

Quelques citations
intéressantes transmises
par le Comité Halte à
l'OTAN :

En 1996, un journaliste de
télévision demande à la
secrétaire d'Etat

Madeleine Albright comment elle
réagit au meurtre (du fait de
l'embargo imposé par les Etats
Unis en 1991) d'un demi-million
d'enfants irakiens en 5 ans.

Réponse : " *Ce fut un choix très
difficile, mais nous pensons que
cela vaut la peine de payer ce
prix* "

(Monde Diplomatique mai 99).

Lee Hamilton (ancien parlementaire
US) : " *Nous avons complètement
pris le contrôle des Balkans. Nous
en sommes pratiquement le
proconsul.* "

(New York Times 1^{er} Février 99).

Mme Albright : " *L'OTAN va
gérer les affaires d'Etat au
Kosovo exactement comme elle l'a
fait en Bosnie.* "

(People's Weekly World – 20
février 99).

Z.Brzezinski, ancien conseiller du
président Carter, actuellement
consultant de firmes pétrolières
américaines : " *L'enjeu dépasse
infiniment désormais le simple sort
du Kosovo depuis le début des
bombardements... l'échec des
bombardements... l'échec de
l'OTAN signifierait tout à la fois
la fin de la crédibilité de l'Alliance
et l'amoindrissement de leadership
mondial américain.* "

(Le monde – 17 avril 99).

RAG SUR LE WEB :
Taper (sans Http:// ni www.)
perso.club-internet/rduguet/
index.html

LA PAIX EN DANGER.

Par Jean Michel BIQUARD.

Une quinzaine de militants, appartenant à diverses associations de
l'Essonne, se sont réunis, lundi 14 juin, à la bourse du travail de
Massy, pour débattre des événements de Yougoslavie.

Devant l'évolution de la situation, qui reste particulièrement alarmante
pour l'avenir de la paix, dans cette région et dans le monde, ils ont décidé
de créer un Comité "halte A L'OTAN" et d'inviter les essonnais à les
rejoindre.

Ce comité "halte A L'OTAN" - qui n'est rattaché à aucune formation
nationale ou internationale - se propose de désamorcer l'intoxication qui
va de pair avec toute guerre d'agression et d'informer au mieux sur ce qui
se passe dans les Balkans.

Il appelle la population, les élus

- à demander le désengagement des troupes françaises de Yougoslavie,
le retrait de la France de l'OTAN, et le règlement par la négociation –
sous l'égide de l'ONU – des douloureux problèmes de nationalité,
- à exiger que les milliards détournés pour la guerre soient consacrés à
des œuvres de vie, de bien être et de paix.

Le Comité de Rédaction de "Rassembler à Gauche" s'incline devant
la mémoire de Bernard LACOMBE, décédé en mai 1999. Ce
camarade était un lecteur fidèle de RAG. Il avait eu des
responsabilités syndicales au sein de la CGT. Bien qu'il fût Conseiller
Régional partenaire du groupe communiste, il avait fait le choix de
soutenir la liste conduite par Amaury COUDERC, lors des élections
régionales.

Nous présentons nos sincères condoléances à sa famille.



Claude CHEYSSON,

ancien ministre des Affaires Etrangères, dans les gouvernements de gauche présidés par François MITTERAND ...

RAG : Y a-t'il une différence entre la politique menée par le premier gouvernement de François Mitterand après 1981, gouvernement au sein duquel vous avez été ministre des affaires étrangères, et la politique actuelle de la gauche plurielle sur les Balkans ?

Claude Cheysson : Il n'y a pas à proprement parler en 1981, et durant la période où je suis au gouvernement, de politique française, de politique européenne dans les Balkans. Nous ne verrons apparaître une politique européenne qui aura des conséquences sérieuses dans les Balkans au moment de la reconnaissance des républiques yougoslaves (Slovénie, Bosnie...) Je n'étais plus au gouvernement. Je me souviens d'avoir parlé de cela avec François Mitterand à l'époque, je lui ai fait part de ma surprise qu'on reconnaisse ces républiques, sans avoir rien mis en place permettant de protéger les minorités nationales. Bosnie, Slovénie, Serbie, Macédoine, partout se pose le problème des minorités. Il paraît évident qu'il fallait obtenir avant de reconnaître les différents gouvernements des garanties de leur part sur les minorités et la mise en place d'un moyen de contrôle. Cela n'a pas été fait. François Mitterand un peu embarrassé de la question m'a dit en substance ceci : le chancelier Kohl à ce moment-là avait quelques difficultés dans son pays, parce que l'abandon du Mark n'était pas populaire. François Mitterand m'a dit qu'il allait faire un geste qui serait très bien vu en Allemagne, et qu'il comptait reconnaître la Slovénie et la Croatie. Voilà comment la France s'est embarquée dans cette affaire.

C'est bien là l'origine de tout. C'est impardonnable. Nous savions très bien que ces problèmes existaient. Nous avons vu comment Tito les avait traités. On peut reprocher beaucoup de choses au régime titiste, mais Tito était un grand homme politique. Et comment ce croato-slovène - il se trouve que c'était son origine - est arrivé à garder ces pays ensemble, les garder ensemble en jouant de la menace qui pesait sur eux, à travers la politique du non-alignement (ni bloc soviétique, ni modèle américain). Orientation politique très intéressante, car on pensait dans chacune des républiques que par le non-alignement on éviterait de tomber dans l'obédience, soviétique ou américaine. Politique aussi de décentralisation. L'expérience de Tito avait montré que c'était possible, et cela nous l'avons cassé. Voilà ce qui me paraît le plus intéressant de

rappeler et qui n'a pas du tout été fait dans le cadre d'une politique réfléchie; tout simplement François Mitterand ne voulait pas entendre parler des Balkans. Et cela a été comme cela par la suite...

RAG : Quel est aujourd'hui l'intérêt de la France à intervenir militairement dans cette zone ? Est-ce que les raisons humanitaires avancées par les médias sont les véritables raisons ?

Claude Cheysson : Je reviens sur ce point, François Mitterand ne voulait pas entendre parler des Balkans. Cela revêt un aspect choquant. Ces peuples si proches de nous. Ils appartiennent à l'ensemble de la communauté européenne. Nous ne pouvons donc pas nous en désintéresser autant que François Mitterand le souhaitait. Jacques Chirac l'a marqué en transformant l'équipe d'observateurs militaires que nous avions envoyés en Yougoslavie par décision des Nations Unies, en les transformant en un corps qui a des moyens d'intervention militaire réelle. Ce que les Anglais ont immédiatement appuyé. Et ce qui alors a déclenché l'intérêt américain, qui estimait jusqu'alors qu'il ne s'agissait que d'une mission d'observation. Mais qu'à partir du moment où il y avait des capacités d'intervention militaire, alors naturellement c'est à eux qu'il revenait de diriger l'affaire. Une intervention militaire, où que ce soit dans le monde, doit de leur point de vue être dirigée par eux. C'est ainsi que l'affaire a été transférée à l'OTAN. Il faut bien se rendre compte que nous reconnaissons à l'OTAN des compétences tout à fait différentes de celles pour lesquelles l'Alliance a été créée. Est-il utile de rappeler que l'Alliance Atlantique, (et Dieu sait que nous devons être reconnaissants aux américains d'avoir présidé à sa création) avait pour mission d'assurer un parapluie américain de couverture en face d'un risque qui existait véritablement, l'Union Soviétique. Beaucoup pensaient que l'OTAN depuis avait perdu une grande partie de sa justification. Les Américains ont alors décidé, et ceci est intervenu bien avant les affaires yougoslaves, que l'OTAN serait leur instrument d'intervention systématique partout où ils pensaient qu'ils devaient marquer leur suprématie en Europe. Pour le moment ils ne vont pas au-delà de l'Europe. Voilà qu'à la faveur de l'affaire yougoslave, les Américains consolident leur point de vue. Il y a un communiqué tout à fait extraordinaire le 24 avril 1999 après un sommet de l'Alliance Atlantique. Ils y déclaraient que l'opération en Yougoslavie représentait le début de l'OTAN du 21^{ème} siècle,

... répond aux questions de « Rassembler à Gauche ».

destiné à permettre une intervention sous la direction de l'OTAN dans chaque affaire, "où les intérêts vitaux de l'un ou l'autre des membres de l'OTAN seraient en cause". Ce communiqué a été fait le 24 avril à propos de la Yougoslavie, et pour bien marquer que l'affaire de Yougoslavie donnait à l'OTAN son véritable caractère, son droit d'ingérence, qui est une nouveauté dans le droit international. Jusqu'à présent, jamais au niveau international, on avait admis une intervention militaire sur une affaire qui relevait de la souveraineté d'un Etat. Je signale d'ailleurs que la charte des Nations Unies interdit formellement toute intervention dans le cadre d'affaires relevant de la souveraineté d'un Etat. Là on décide, et on décide en dehors des Nations Unies, et c'est l'OTAN qui dirige. Nous-mêmes, du temps du général De Gaulle nous avons pris une certaine distance vis à vis de l'OTAN, alors qu'à l'époque elle était encore un élément fondamental de protection en face d'une menace réelle. Cette menace ayant disparue, c'est le moment où la France se rapproche de l'OTAN. Et cette fois avec l'affaire yougoslave nous avons accepté que ce soit l'OTAN qui décide de toute intervention dans les affaires intérieures de tout Etat, dans la mesure où les intérêts d'un Etat membre sont en jeu. C'est une affaire absolument fantastique. Pour moi c'est de loin l'aspect le plus grave de cette intervention. Mais dans la mesure où nous acceptons cela, naturellement nous y prenons notre place. Naturellement l'effort militaire français est loin d'être à la mesure de l'effort de guerre américain, mais il est loin d'être négligeable.

RAG : La Serbie a été de tout temps l'alliée de la France en particulier contre la politique d'expansion germanique. Est-ce qu'on peut dire qu'il y a rupture dans la ligne suivie par la diplomatie française ?

Claude Cheysson : Il n'y a pas un français connaissant un peu son histoire qui ne soit pas ému en se rappelant ce qu'ont été les Serbes durant la 2^{ème} guerre mondiale, face à l'occupation allemande. Comme j'aurais voulu que les français soient serbes dans leur capacité de rejet de la collaboration et d'entrer dans la résistance. Les Serbes ont été Serbes. Il y a eu une émotion sur ce point-là lorsqu'on parle des Serbes. Par la suite nous n'avons pas eu de difficultés particulières avec les Serbes. Les attitudes de Tito (non-serbe), ayant admirablement exprimé la politique que menait la Serbie, que ce soit dans le non-alignement (c'est à dire

le refus de se soumettre à Moscou ou à Washington), que ce soit dans l'affirmation du droit de chaque peuple à disposer de lui-même, exprimé en particulier par la décentralisation à laquelle Tito avait procédé. Tito avait accordé au Kosovo, mais également aux autres républiques, un statut d'autonomie complète. Tout ceci nous avait plu. Qu'il y ait en France une espèce d'inclination vers les Serbes, c'est sûr. Mais je ne vois pas comment cette question s'est posée dans la crise actuelle. D'abord parce que le personnage Milosevic ne nous paraît pas correspondre bien à ce que nous attendions de l'allié serbe. Le côté dictatorial est insupportable. Ensuite dans les positions que nous avons prises ? Je ne trouve pas que l'inclination vers la politique de Belgrade soit particulièrement nette... François Mitterand ne voulait pas être mêlé à l'affaire. Jacques Chirac tenant à la présence française dans cette zone, ne me paraît pas avoir été particulièrement attiré par les Serbes. Je ne vois pas cette prédilection française vis à vis des Serbes, du moins actuellement.

RAG : Ce qui nous intéresse c'est de savoir s'il y a rupture au niveau de la politique de la France...

Claude Cheysson : J'ai parlé de cette inclination affective des français pour les Serbes. Dans le cas présent je ne vois pas l'élément de rupture... On aurait mis en avant Ibrahim Rugova. Il était à la conférence de Rambouillet qui a été très intelligemment menée par les Français pour essayer de trouver un accord avec Milosevic. Ibrahim Rugova représentant les kosovars, ce dirigeant a montré par la suite qu'il avait une capacité de discussion avec les Serbes, les Russes. Si vraiment nous nous étions intéressées aux serbes, nous aurions mis Rugova en avant. Cela n'a pas été le cas. Nous avons suivi fidèlement ce que la subordination nous imposait. Je ne vois plus nulle part apparaître de sentiment particulier vis à vis des serbes. Dans ce qui se dessine comme politique, il manque un encouragement à la discussion directe entre albanais du Kosovo et Serbes.

RAG : La situation actuelle, les accords de paix qui se dessinent sont-ils des véritables accords de paix ?

Claude Cheysson : Il faut donner aux russes le rôle qu'ils doivent avoir dans la conclusion de cette paix. Ils sont en position d'intervenir positivement vis à vis des serbes... On va créer une espèce d'administration internationale au Kosovo, ce qui permettra j'espère le retour de nombreux réfugiés. Ce qui ne présage pas une

relation normale entre serbes et albanais. Là je trouve que nous sommes dans une impasse. Devons-nous prendre la responsabilité de proclamer l'indépendance du Kosovo ? De quel droit ? Oublions cette question. Quelle menace pour la région ? Et peut être au-delà. Si on commence à admettre quand une minorité dans un Etat exprime une volonté d'indépendance, qu'elle doit automatiquement être soutenue par l'OTAN, est-ce qu'on va dire cela lorsque cela se passe à l'intérieur d'un grand pays ? Les Tchétchènes... les Corses ? Plaisanterie, évidemment ? En supposant même que l'on proclame ce principe uniquement dans les petits pays (il est vrai que ce sont les riches qui imposent aux pauvres), il y a bien d'autres pays où des minorités vont se réveiller. Et si nous nous reconnaissons le droit de proclamer la fin de la souveraineté de Belgrade au Kosovo, est ce que demain nous allons reconnaître ce même droit dans d'autres parties du monde, là où une province ayant une minorité ethnique importante affirme son droit à l'indépendance ? Donc on va tâcher de garder le Kosovo comme partie de la fédération yougoslave ? Allons-nous indéfiniment assurer ce protectorat international sur le Kosovo ? Je suis optimiste sur la fin des bombardements et le retour d'un certain nombre de réfugiés, mais au-delà de cela, je ne vois rien d'intelligent et d'harmonieux.

*Michel Bretagnol à Amaury Couderc.
(Secrétaire national des Radicaux de Gauche).*

L est réconfortant de trouver dans ta publication sur la triste affaire des bombardements de la Yougoslavie, un discours qui tranche avec celui de la presse aux ordres des dirigeants de l'OTAN ou achetée par elle. Sois-en remercié.

La réussite des opérations menée par la coalition des 19 pays parmi les plus riches du monde constituant une alliance dominée par les USA et totalisant 500 millions d'habitants contre un pays relativement pauvre ne comptant que 12 millions de personnes constituerait un encouragement pour Clinton à poursuivre le harcèlement de l'Irak et le maintien de l'embargo qui affame les populations de ce pays.

Dans sa façon de piétiner les traités internationaux, de bafouer le droit, l'occident

ne peut se prévaloir du noble titre de défenseur de la démocratie et la destruction méthodique de la Serbie avec l'agression de populations civiles ne relève pas d'une démarche humanitaire. Clinton et Blair sont aussi des criminels de guerre. Nos gouvernants qui nonobstant la constitution engagent une guerre contre un pays souverain sans même consulter le parlement ne sont-ils pas, à leur manière, eux aussi des dictateurs.

Et quand on pense que la majorité des gouvernements engagés dans cette sinistre et calamiteuse opération militaire se disent de gauche... (mais de la gauche de quoi?) on en vient à vouloir rendre hommage à l'attitude du général De Gaulle qui, en son temps su dire non à la domination américaine dans l'OTAN et à refuser de soumettre la France à la volonté hégémonique des Etats Unis...

*Continuons la discussion...
Par Bernard Fischer.*

Le dernier numéro de "Rassembler à Gauche" est, pour moi, l'un des meilleurs numéros de "Rassembler à Gauche", son contenu me rassure dans une situation dans laquelle la quasi-totalité des réactions de la classe politique française, de droite comme de gauche, relatives à la guerre du Kosovo sont inquiétantes. Bien sûr, comme toujours, il y a du positif et du négatif, la bouteille est à moitié vide ou à moitié pleine. En l'occurrence, elle est à moitié pleine. **Ensuite, pour la première fois, à ma connaissance, il y a une véritable discussion entre interventionnistes et pacifistes.**

Dans toutes les contributions, il y a beaucoup de contradictions. Prenons l'exemple de Gérard Morlier. En même temps, il critique Lutte Ouvrière et la LCR quand elles "renvoient dos à dos Milosevic et l'OTAN". En même temps, il écrit "je me sens aussi proche de ces femmes et de ces enfants qui subissent l'écrasement de leur pays par les bombardements que de ces familles albanaises qui fuient le Kosovo et les atrocités de la guerre" et, de ce fait, il renvoie dos à dos Milosevic et l'OTAN.

Prenons l'exemple de David Bodet et Vincent Huet. Ils défendent la position de leur organisation, "ni

OTAN, ni Milosevic, autodétermination du Kosovo". Ils apportent une très intéressante réponse à la question des causes de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie. Je partage leur position quand ils écrivent *"la politique nationaliste menée par le gouvernement de Milosevic a précipité l'éclatement complet de la Yougoslavie et se résume en une équation simple () qui exclut toute possibilité d'un état multinational"*. Milosevic est effectivement le principal sinon le seul responsable de l'éclatement de l'ex Yougoslavie. Ils répondent en cela par exemple à la position d'Amaury Couderc selon laquelle la cause principale de l'éclatement de l'ex Yougoslavie serait la reconnaissance de la Croatie par l'Allemagne en 1991. Leur position quant à l'issue de la guerre est également contradictoire. Ils prennent position pour le *"refus de toute intervention terrestre (), arrêt des bombardements, reconnaissance du droit à l'autodétermination des kosovars (), installation d'une force d'interposition sous l'égide de l'ONU (), conférence balkanique"*. Attention, camarades, vous n'êtes pas loin du plan en cinq points de l'OTAN !

Les contributions les plus contradictoires sont les contributions de Robert Duguet et d'Amaury Couderc. Robert Duguet pose à sa manière la question de la place de la politique américaine dans la deuxième guerre mondiale. D'abord, j'accepte la précision. Je parlais de la campagne de la libération de la France en juin, juillet et août 1944, je ne parlais pas de la période de six ans de guerre mondiale, ni de son début et du pacte Hitler-Staline en août 1939, ni de sa fin et de la capitulation du Japon en août 1945. Ensuite, cela te surprendra certainement camarade, mais, à mon avis, nous disons la même chose. Dénonçons ensemble, *"durant trois ans, sous couvert de pacifisme et de non-intervention"* la participation des industriels américains à la machine de guerre nazie, dénonçons ensemble le pacte germano-soviétique, soutenons ensemble la résistance et finalement la victoire ouvrière et populaire de Stalingrad contre la machine de guerre nazie, mais aussi contre la politique de Staline. Oui, en *"août 1943 () la résistance () était () un mouvement de renseignements destiné à aider les forces alliées"*. Oui, *"l'intelligence politique du général De Gaulle part de cette nécessité impérieuse de composer avec le PCF"*. Quant à la transformation

de la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire, cite moi le nom d'une force politique ou militaire porteuse de cette orientation. Il n'y en avait pas. Quant au fond, la libération de la France était bien la combinaison du débarquement terrestre américain, de l'action militaire des forces françaises libres du gouvernement provisoire d'Alger et du conseil militaire de la résistance. Tu ne t'en remets pas à Clinton pour la réalisation de l'émancipation du peuple kosovar. Moi non plus je ne m'en remets pas à Clinton mais la question la plus importante à l'ordre du jour est bien la question de la réalisation de l'émancipation du peuple kosovar. Pour cela, comme pour tout, critiquons les fausses réponses, mais proposons aussi de vraies solutions.

La contribution d'Amaury Couderc pose également plusieurs questions. Premièrement, il y a la question des causes de l'éclatement de l'ex -Yougoslavie. La cause principale, ce n'est pas la reconnaissance de la Croatie par l'Allemagne en 1991, c'est la politique nationaliste grand serbe de Milosevic.

Deuxièmement, *"il n'en reste pas moins que l'intervention militaire de l'OTAN se fait à l'intérieur d'un état souverain aux frontières reconnues"*. Non, camarade, cet argument est factuellement faux. Justement, à tort ou à raison, l'ONU ne reconnaissait jamais la Yougoslavie de Milosevic comme le successeur de la Yougoslavie de Tito. Troisièmement, *"il suffit pour cela de diaboliser le régime avec la complicité des médias, comme ce fut le cas avec Saddam Hussein et comme c'est le cas aujourd'hui avec Milosevic"*. Non, camarade, au delà des comparaisons formelles, il n'y a pas de comparaison fondamentale entre Saddam Hussein et Milosevic, entre l'Irak et la Serbie, entre le Koweït et le Kosovo. Le Koweït est irakien, le Kosovo n'est pas serbe.

Le Kosovo est une colonie serbe comme l'Algérie était une colonie française, comme le Vietnam était une colonie, d'abord française, ensuite américaine.

**Ce bulletin n'a que ses lecteurs pour vivre...
Si les discussions qui s'y mènent alimentent
votre propre réflexion, n'oubliez pas ...**

**Envoyez-nous un chèque de 100 Frs à
Michel Galin, 21 rue des Rosays, escalier 6,
Savigny-sur-Orge 91600**

EN FORME D'APPEL

par Amaury Couderc.

Les résultats des élections européennes montrent bien qu'à gauche de la gauche il n'y aura pas de raccourci pour tous ceux et celles qui pensent que les élections sont un moment privilégié (mettant en valeur le réel rapport des forces) susceptible d'ouvrir la voie à une autre construction politique à gauche.

Concernant le parti communiste, notre analyse précédente s'est avérée entièrement confirmée par le mauvais score électoral de la liste "bouge l'Europe" conduite à la fois par le premier secrétaire du PC et par une pro-maastrichienne Geneviève Fraisse. Les électeurs n'y ont rien compris et les militants du PCF encore moins...

Le plus grand risque aujourd'hui pour l'existence même du PC serait que les militants condamnent à la fois "l'ouverture", telle qu'elle a été mise en œuvre par Robert Hue (c'est-à-dire essentiellement tournée vers le "social libéralisme") et le principe même de "l'ouverture" qui de mon point de vue est une nécessité pour une organisation manifestement sectaire et incapable de se rénover. Le PC a eu à plusieurs occasions la possibilité de s'orienter vers d'autres ouvertures comme il l'a fait avec succès à l'occasion de la législative de Gardanne (avec les forces de gauche opposées au social libéralisme du PS). Il a choisi globalement de renoncer à cette ligne pour s'enfermer dans une orientation pro-libérale avec le PS, voie qui s'avère aujourd'hui sans issue mais qui aura au moins permis à l'extrême gauche d'exister électoralement...

Robert Hue a manifestement entraîné son parti dans une impasse politique, la participation du PC au gouvernement n'a empêché aucun mauvais coup porté au salariat (privatisations, guerre, sans papiers, blocage des salaires, délocalisations, précarité, remise en cause des acquis sociaux, etc.) au contraire même, sa présence au gouvernement a permis de donner une caution dite "gauche" à cette politique libérale impulsée par le PS. Le dernier exemple en date : l'ouverture du marché de l'électricité au secteur privé n'a été acquise à l'assemblée Nationale que par une majorité de 19 voix, c'est-à-dire grâce à l'abstention des députés du PCF (à l'exclusion de cinq d'autres eux, qui ont voté contre).

Au sein même du PC, cet échec de la politique "d'ouverture à droite" ouvre un petit espace aux opposants de gauche, fasse qu'ils sachent se servir de cet échec sans pour autant remettre en cause la volonté de rénovation et d'ouverture.

De mon point de vue, le PC, porteur d'une autre politique, reste un des éléments essentiels du rassemblement à gauche pour faire une politique de gauche. Dès le début du mois de février, nous expliquions dans "Rassembler à Gauche" que la

meilleure chance de faire bouger le paysage politique eut été la constitution d'une liste PC-LO-LCR à laquelle aurait pu s'adjoindre la "gauche socialiste" et les petites formations de gauche clairement déterminées contre l'Europe de Maastricht. En regrettant toutefois que la participation du PC au gouvernement rende malheureusement inaudible pour les électeurs un tel type de rassemblement. Dans ces conditions, il semblait plus souhaitable la constitution d'une liste LO-LCR ouverte à d'autres composantes clairement anti-capitalistes bien plus lisible pour les électeurs et plus cohérente pour les militants qui auraient à mener cette campagne.

Cette liste a eu une amorce de concrétisation, LO et LCR ont trouvé un accord, malheureusement ils ont limité, comme nous le craignons dans notre article, cet accord à un tête-à-tête trotsko-trotskiste n'ouvrant aucune perspective de construction d'un grand rassemblement des forces anticapitalistes au lendemain de cette élection. De ce fait seule l'addition LO LCR a bien fonctionné, les 5% ont été atteints, malheureusement ce seul tête-à-tête n'a pas permis d'atteindre les 8% qu'Arlette Laguiller appelait de tous ses vœux pour créer les conditions de la construction d'un grand parti véritablement à gauche. Il a manqué, à n'en pas douter, pour atteindre ce score de 8% d'élargir cette liste sans en dénaturer le sens et la volonté anticapitaliste, mais aussi et surtout, la perspective post-électorale de construction d'un rassemblement sur la base du respect de l'originalité de chacun dans le cadre d'une organisation de classe clairement affirmée à gauche.

Il n'en reste pas moins vrai que ce score est effectivement, comme le soulignait Arlette Laguiller "Le signe avant coureur de la radicalisation de la classe ouvrière", et pour Alain Krivine "un encouragement donné aux luttes".

Il est important que dans les semaines à venir, ces deux organisations proposent ensemble et avec d'autres, sans sectarisme, la construction politique indispensable au développement des luttes et à l'ouverture de perspectives permettant à chacun de s'organiser dans un cadre clairement identifié antilibéral et anticapitaliste.

Cette organisation ne peut être que transitoire et rester constamment attentive et ouverte aux immanquables bouleversements qui ne manqueront pas de se produire en particulier du côté du PC et éventuellement de la gauche du PS.

Le pire serait que cet accord LO LCR ne se perpétue pas au lendemain de ces élections et pour le moins, il serait dommageable que cet accord reste limité à ces deux organisations.

RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL De "l'esprit de la loi"...

(Suite de la page 2)

Il aurait suffi, par exemple, de modifier le seul article L223-2 du Code du Travail en portant les congés payés à 9 semaines et demi. Plus de problème de double SMIC, de 35 heures payées 35, d'annualisation, de flexibilité hebdomadaire, des établissements ouverts 6 jours sur 7, etc.

L'esprit de la loi Aubry ce n'est pas la diminution de l'horaire de travail actuel.

En effet dans son article, qui est une transposition de la directive européenne 93-104 du 23 novembre 1993, la loi Aubry indique "la durée du travail effectif est le temps pendant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et doit se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles".

C'est sur cet article qu'ont sauté à pied joint les patrons pour remettre en cause les temps de pause et nombre d'acquis conventionnels (jours de congés supplémentaires, etc).

L'esprit de la loi Aubry, c'est faire payer les salariés.

C'est bien l'objectif affiché par Martine Aubry elle-même, puisqu'elle a eu le culot de refuser l'agrément d'un véritable accord de réduction du temps de travail avec de véritables créations d'emplois en CDI au motif suivant : "le financement des nouvelles embauches n'est pas assuré puisque aucune modération

salariale n'est prévue".

L'esprit de la loi (présentée frauduleusement au nom de l'emploi) c'est la généralisation des emplois précaires.

Dans une circulaire ministérielle du 24 juin 1998, il est indiqué que "la loi ne pose de conditions ni sur la qualité des salariés qui doivent être embauchés, ni sur la nature des contrats". Pour des embauches à contrat à durée déterminée "il est souhaitable que la durée de ces contrats ne soit pas inférieure à 6 mois" et pour enfoncer le clou, le Ministère du travail précise que la contrepartie emploi "peut être satisfaite par le recrutement de salariés sous contrats aidés présentant une durée suffisante contrats de formation en alternance, emplois-jeunes, contrats emplois consolidés...".

Un énorme gâchis

Rarement, un sujet aura accumulé autant de controverses gentiment auréolées d'emphases excessives de part et d'autre.

Au risque de se répéter, le problème posé par la réduction du temps de travail ne l'a pas été chronologiquement à partir d'une demande syndicale interpellant le législateur. C'était (et cela reste) une revendication permanente adressée au patronat.

Souvenons-nous que le programme électoral de l'opposition d'avant juin 1997 comportait les fameuses 35 heures sans que celles-ci soient définies autrement que par un slogan. C'est donc après le renversement gouvernemental que la nouvelle majorité s'est appliquée à donner un contenu législatif à la promesse électorale, entre parenthèses la seule qui a été tenue, on verra pourquoi. Et quel contenu !

Depuis, on sait comment se sont disposés gouvernement, législateurs et patrons pour utiliser une revendication ouvrière historique à des fins économiques et non sociales comme l'actualité des "accords" le démontre au fil des jours.

Le syndicat Force Ouvrière n'a eu de cesse de démontrer par l'analyse rigoureuse la nature des "35h Aubry" qui ouvrent clairement un boulevard aux remises en cause des conditions de travail et de rémunérations.

Le patronat a feint être opposé à ses "objectifs" au prétexte de l'autoritarisme législatif. Cependant les employeurs manifestement s'en emparent pour reprendre un à un les acquis conventionnels.

Comment pouvait-il en être autrement puisque l'objectif était celui-là, rien que celui-là !... ou alors il faudrait nous expliquer que la "compétitivité" recherchée est "socialement positive" même lorsqu'elle laisse toujours plus sur le chemin des charrettes de licenciements ?

Les "35h Aubry" sont aujourd'hui démasquées pour ce qu'elles sont : du recul social au compte de la compétitivité dans les arènes mondiales et européennes.

Les relais médiatiques, présentant l'échec de rapports sociaux "apaisés par le dialogue social (!)" devenus au contraire très conflictuels, ne cachent plus depuis quelques semaines qu'ils démarquent leur soutien de départ au gouvernement.

Notre résolution à nous opposer au recul social et à la casse de nos Conventions Collectives entre désormais dans une nouvelle phase : la mobilisation des travailleurs pour éradiquer cette loi contre-nature aux intérêts des salariés.

... Et quand on pense que notre pays est la 4ème puissance mondiale